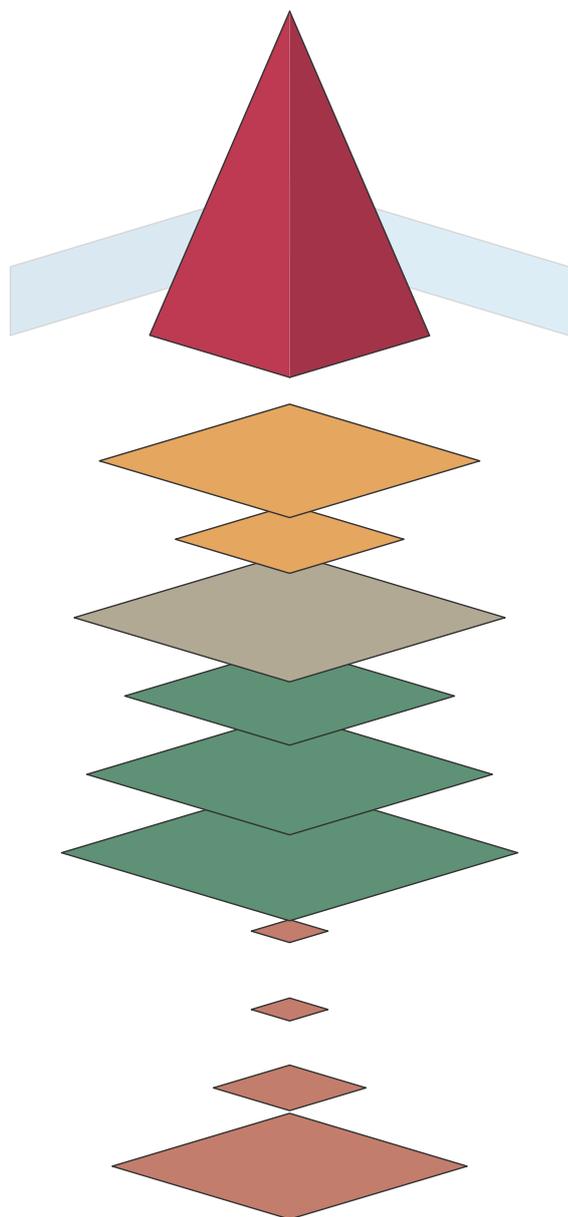




# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



**7,04**

## SCORE DE CRIMINALITÉ

9<sup>e</sup> sur 193 pays

3<sup>e</sup> sur 54 pays africains

2<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale



### MARCHÉS CRIMINELS

**5,70**

TRAITE DES PERSONNES **7,50**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **4,50**

TRAFIC D'ARMES **8,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **6,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **8,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS  
NON RENOUVELABLES **9,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **1,50**

COMMERCE DE COCAÏNE **1,50**

COMMERCE DE CANNABIS **3,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **7,00**



### ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

**8,38**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **9,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **8,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **8,50**

ACTEURS ÉTRANGERS **8,00**



**1,92**

## SCORE DE RÉSILIENCE

188<sup>e</sup> sur 193 pays

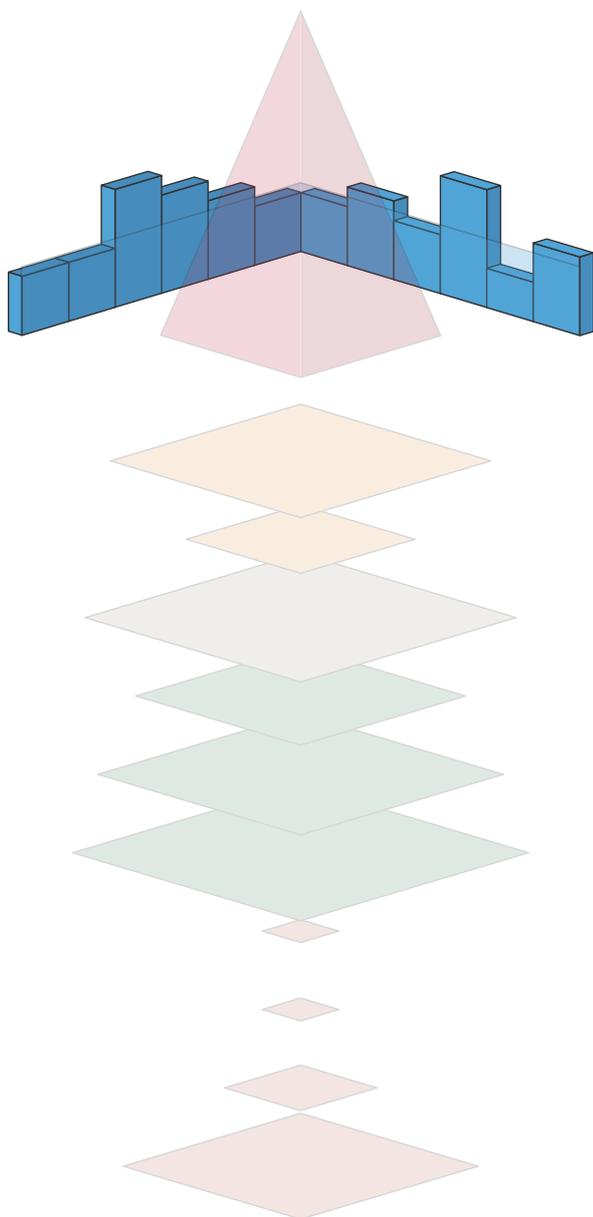
51<sup>e</sup> sur 54 pays africains

11<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale





# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



1,92

## SCORE DE RÉSILIENCE

188<sup>e</sup> sur 193 pays

51<sup>e</sup> sur 54 pays africains

11<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	1,50
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	1,50
COOPÉRATION INTERNATIONALE	3,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	2,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,00
FORCES DE L'ORDRE	1,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	1,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	2,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	1,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	3,00
PRÉVENTION	1,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	2,00



7,04

## SCORE DE CRIMINALITÉ

9<sup>e</sup> sur 193 pays

3<sup>e</sup> sur 54 pays africains

2<sup>e</sup> sur 11 pays d'Afrique centrale



**MARCHÉS CRIMINELS** 5,70



**ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ** 8,38



# CRIMINALITÉ

## MARCHÉS CRIMINELS

### PERSONNES

On estime que la République centrafricaine (RCA) présente l'un des niveaux les plus élevés de traite des personnes au monde. L'exploitation par le travail est généralisée et en augmentation en raison du grand nombre de déplacés découlant du violent conflit qui sévit dans le pays. Les mines d'or et de diamants, dont beaucoup sont contrôlées par des groupes armés, sont impliquées dans le travail forcé, en particulier celui des mineurs. Des cas d'enfants-soldats ont également été recensés. En outre, des rapports font état de la réduction à l'esclavage de jeunes filles dans le nord du pays, dont beaucoup sont victimes de la traite vers le Soudan et le Tchad.

La violence et l'instabilité en RCA poussent de nombreuses personnes à chercher à quitter le pays en faisant appel à des acteurs du trafic d'êtres humains. Cependant, la plupart des déplacements intérieurs et à travers les frontières s'effectuent sans l'aide de passeurs. Le principal défi pour les passeurs est de s'adapter à des zones géographiques complexes, à l'insécurité et aux groupes de passeurs rivaux, et non les restrictions aux frontières.

### COMMERCE

Malgré l'embargo sur les armes de l'ONU en vigueur depuis 2013, les armes entrent facilement en RCA. Les conflits armés et la porosité des frontières alimentent la demande illicite d'armes légères et de petit calibre dans le pays. De plus, le conflit de 2014 a conduit à des pillages d'armureries gouvernementales, augmentant les flux illicites d'armes circulant à travers le pays, en particulier le long de la frontière entre la République démocratique du Congo et la RCA. Certains des réseaux de trafic d'armes qui approvisionnent les groupes armés en RCA sont contrôlés par des officiers militaires.

### ENVIRONNEMENT

Le bois est l'une des principales exportations de la RCA et des groupes armés sont impliqués dans les sociétés d'exploitation forestière. Des groupes armés, des communautés locales et certains acteurs asiatiques exploitent illégalement le bois en RCA. Comme aucun service forestier ne fonctionne dans la majeure partie du pays, ces acteurs coopèrent souvent avec des réseaux basés au Soudan et au Soudan du Sud. Le trafic de bois au profit d'entreprises internationales de la filière bois se produit principalement à la frontière entre la RCA et le Cameroun, alors que les communautés locales exploitent le bois principalement dans la partie sud du pays.

Certaines entreprises mélangent du bois abattu en RCA avec du bois abattu au Cameroun. En ce qui concerne la criminalité liée à la faune, le vide juridique en RCA permet aux groupes armés et aux braconniers de se livrer au trafic transnational de défenses d'éléphants et d'animaux tels que les panthères et les pangolins. Des braconniers du Soudan et du Tchad, ainsi que des groupes armés en relation avec des trafiquants étrangers, entrent en RCA en traversant la frontière avec le Soudan du Sud. De plus, les braconniers militarisés indépendants profitent du manque de gouvernance et de forces de l'ordre. L'ivoire et les parties du corps de grands félins dissimulés dans des cargaisons légales d'huile de palme ou de manioc figurent parmi les principaux objets du trafic. La chasse systématique de viande de brousse se développe également, car les populations d'éléphants ont considérablement diminué. Les éléphants de forêt sont également pris pour cible par les braconniers. En ce qui concerne la criminalité liée aux produits non renouvelables, la production et le trafic illicites de diamants et d'or sont répandus en RCA. La majeure partie de l'or et des diamants extraits en RCA est exportée illégalement. Le marché soutient également des opérations étrangères de blanchiment d'argent et est lié à des groupes armés.

### DROGUES

Enclavé et manquant d'infrastructures de transport, le pays présente un environnement logistique peu propice au trafic d'héroïne. Cependant, il existe des liens entre des organisations terroristes nationales et régionales et le trafic de drogue, dont l'héroïne, mais on sait peu de choses sur la consommation et la production nationales. De même, il existe peu de preuves d'un marché du trafic de cocaïne en RCA parce que la consommation de cocaïne est limitée à l'élite locale. En revanche, le cannabis est largement consommé par la population locale, notamment par les miliciens et les jeunes. Il n'existe pas d'informations officielles sur le trafic de cannabis, hormis quelques indications sur l'implication de groupes armés, mais compte tenu de la situation géographique du pays et du paysage actuel du crime organisé, il serait irréaliste de conclure qu'il n'y a pas d'activité illégale liée au cannabis. En ce qui concerne les drogues de synthèse, le Tramadol est aujourd'hui un problème majeur dans le pays. Il est vendu librement sur plusieurs marchés et provient surtout de réseaux basés dans l'est du Cameroun, au Tchad et au Soudan. La consommation était élevée en 2018, mais les prix pratiqués ont augmenté, ce qui rend le Tramadol un peu moins abordable.

## ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Selon les estimations, une vingtaine de groupes armés différents opèrent en RCA. Parmi eux, les principaux sont l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) ; le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique et son aile militaire, le Comité national de défense et de sécurité et le Rassemblement patriotique pour le Renouveau de la Centrafrique. En 2020, l'UPC était le groupe armé le plus puissant. Certaines de ces milices, connues sous le nom d'anti-balaka, ont une structure de commandement très informelle et sont basées sur des critères ethniques. Même si 14 groupes armés ont signé un accord de paix avec le gouvernement en 2019, ils contrôlent toujours la majeure partie du pays. Leur principale source de revenus est l'extorsion et la taxation illégale. En effet, les chefs de guerre puissants du pays sont impliqués dans la taxation illicite des marchands de bétail. Certains de ces groupes armés se spécialisent dans des marchés criminels spécifiques. Parallèlement, on assiste dans le pays à la prolifération de trafiquants non organisés, de bandits, de criminels, de voleurs, de coupeurs de route (zaraguinas), de contrebandiers, de voleurs et de faussaires. Ils se livrent

principalement au vol de bétail. L'incapacité des services de sécurité de l'État à les contrer se traduit par un niveau d'insécurité élevé. La RCA est parfois décrite comme l'un des pays les plus dangereux d'Afrique.

De nombreux acteurs étatiques, tels que des responsables des forces de l'ordre ou des membres haut placés du gouvernement, enfreignent la loi et coopèrent avec des acteurs criminels. Ces acteurs étatiques corrompus sont souvent impliqués dans des entreprises criminelles, principalement la criminalité liée aux espèces sauvages et le trafic de diamants. Depuis l'accord de paix de 2019, le gouvernement intègre des dirigeants de groupes armés, ce qui a brouillé les lignes entre acteurs étatiques et non étatiques, et entre activités légales et illégales. Quant aux acteurs étrangers, ils sont nombreux et impliqués dans divers réseaux criminels en RCA : la traite des personnes, le trafic d'armes, l'exploitation illicite de l'or, du diamant et du bois, et la criminalité liée à la faune. Les ressortissants étrangers contrôlent également différents secteurs économiques à forte valeur ajoutée depuis de nombreuses années, dont les industries du diamant, de l'or et du bois, qui sont associés à des activités criminelles.

## RÉSILIENCE

### LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

En RCA, l'État n'est pas réellement présent en dehors de Bangui. Le manque de participation des citoyens et l'absence d'État de droit génèrent un système de gouvernance faible. La RCA se classe parmi les États les plus fragiles au monde. En outre, le pays a un bilan extrêmement médiocre en matière de transparence et de responsabilité. La lutte contre la criminalité organisée ne figure pas à l'ordre du jour du gouvernement et la collusion entre les autorités et les criminels est monnaie courante. En particulier, le trafic de diamants joue un rôle clé dans la politique centrafricaine, y compris au plus haut niveau du gouvernement. Les contrats miniers et d'État se négocient sous le manteau, tandis que les appels d'offres publics sont rares. Des groupes internationaux ont également repéré plusieurs comptes bancaires suspects qui sont utilisés pour détourner des fonds publics de la RCA.

Au niveau international, la RCA a ratifié tous les traités internationaux relatifs au crime organisé, sauf un. Le gouvernement mise également beaucoup sur la communauté internationale et bénéficie d'une aide humanitaire importante. Cependant, la plupart des autorités internationales ne font pas confiance aux services de sécurité centrafricains, qui sont considérés comme corrompus.

Par conséquent, le gouvernement centrafricain s'est tourné vers la Chine et la Russie. Aujourd'hui, la coopération avec la Russie en matière de sécurité est bien établie, et la coopération économique avec la Chine se développe. Au niveau national, la capacité du gouvernement à élaborer des politiques est très limitée. Les politiques et législations nationales visant le crime organisé sont donc rares. Cela étant, la RCA a intensifié ses efforts pour lutter contre la traite des personnes et le Code pénal criminalise la traite à des fins d'exploitation par le travail et d'exploitation sexuelle. Des ONG internationales ont également offert leur aide pour renforcer l'application de la loi en matière de gestion des forêts et de la faune sauvage, mais les résultats ne sont pas encore visibles.

### JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire centrafricain n'a pas la capacité de lutter contre le crime organisé. Par ailleurs, une grande majorité de la population carcérale de la RCA est en détention provisoire. Cependant, un tribunal pénal spécial a été créé en 2015, en vertu duquel certains miliciens ont été condamnés à la prison à Bangui en 2019 et 2020, et d'autres affaires sont en cours. Il existe également une stratégie nationale de démilitarisation des prisons, qui a été

approuvée en 2019 et créée grâce au soutien de plusieurs acteurs internationaux. Les forces de l'ordre en RCA n'ont pas non plus la capacité de lutter contre le crime organisé. Bien qu'elles soient en cours de réorganisation avec l'appui de plusieurs partenaires étrangers, la corruption demeure un problème majeur, notamment dans les services douaniers. En ce qui concerne l'intégrité territoriale, la porosité des frontières centrafricaines représente un cas unique, avec une absence totale de contrôle aux frontières. Les seuls postes-frontière fonctionnels sont situés entre la RCA et le Cameroun.

## ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La RCA a pris des mesures pour consolider son économie, mais ces efforts restent insuffisants et le pays ne dispose pas des capacités de mise en œuvre nécessaires. La RCA figure parmi les pays les moins performants au monde au regard de nombreux indicateurs économiques. De plus, son système douanier n'est pas fiable et les entreprises cherchent souvent à obtenir des exonérations fiscales en versant des pots-de-vin. La RCA n'a pas non plus la capacité de mettre en œuvre des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. Une cellule spéciale d'enquête sur ce type de criminalité a été créée il y a plusieurs années, mais n'a aucun moyen réel. Le plus souvent, ce sont les banques étrangères qui détectent des incidents de blanchiment d'argent dans le pays.

## SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Il existe peu d'aide aux victimes et aux témoins en RCA. Depuis le début du conflit, de nombreuses ONG internationales ont toutefois réussi à mettre en place des centres de traumatologie et des services de conseil dans les zones de conflit, y compris dans la capitale. Beaucoup d'églises hébergent et protègent des communautés musulmanes déplacées à travers le pays. Par ailleurs, il n'y a aucune preuve de l'existence de politiques, de stratégies ou de campagnes de prévention du crime organisé dans le pays. Quant aux organisations de la société civile, elles sont très faibles et se concentrent davantage sur les questions liées au conflit que sur la criminalité organisée, le conflit n'étant pas terminé. Certaines ONG internationales se concentrent sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la protection de la faune. Parallèlement, les médias sont corrompus et dangereux. Des journalistes internationaux ont été arrêtés ou tués alors qu'ils couvraient le conflit. Et le gouvernement a souvent eu recours aux pots-de-vin et à l'intimidation pour étouffer des scandales de corruption.

---

*Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.*